



Assemblée générale

Distr. générale
5 février 2021

Français seulement

Conseil des droits de l'homme

Comité consultatif

Vingt-cinquième session

15-19 février 2021

Point 3(g) de l'ordre du jour

**Demandes adressées au Comité consultatif en application des
résolutions du Conseil des droits de l'homme et
actuellement examinées par le Comité**

Nouvelles technologies numériques et droits de l'homme

Exposé écrit* présenté par La Manif Pour Tous, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[25 janvier 2021]

* Publié tel quel, dans la/les langue(s) de soumission seulement.



Nouvelles technologies numériques et droits de l'homme

Si les technologies numériques ont montré leur grande utilité dans nos vies, elles sont malheureusement également devenues en parallèle des moyens rendant encore plus facile la violation quotidienne des droits de l'homme.

Parmi les violations des droits de l'homme, la plus commune et la plus répandue est depuis toujours la violation des droits des femmes et des filles. Et force est de constater que le champ des technologies numériques est également devenu le terrain le plus propice aux violences faites aux femmes et, en particulier, un accélérateur pour l'exploitation reproductive.

La Manif Pour Tous alerte depuis sa création contre les violations constantes et de plus en plus importantes faites aux droits des femmes par la pratique de la maternité de substitution. Cette activité confisque les droits les plus élémentaires des femmes en les privant de leur santé reproductive : stimulation artificielle et prélèvement d'ovocytes, location de leur utérus, de leur corps et de leur psychisme... Les atteintes sont immenses et très violentes.

La maternité de substitution, quelle que soit sa forme (commerciale ou dite « altruiste ») procède toujours de la même mécanique. Elle cible toujours les filles et les femmes vulnérables socialement, économiquement, familialement et culturellement. Enfin, l'exploitation reproductive, et en particulier la maternité de substitution, constitue un élément de la traite des êtres humains, tels que définie par le Conseil des Droits de l'Homme : « Les trois éléments fondamentaux qui doivent être présents pour qu'il existe une situation de traite des personnes adultes sont les suivantes : une action (recrutement), un moyen et une fin ».

La Manif Pour Tous entend, par cette communication, montrer combien les technologies numériques émergentes comme les réseaux sociaux sont utilisés pour faciliter la traite des êtres humains sous la forme de la maternité de substitution.

Pour fonctionner et se développer, l'exploitation reproductive a besoin de deux éléments fondamentaux : des ovocytes et « des utérus disponibles à la location », c'est-à-dire des femmes en difficultés. Or c'est presque exclusivement par la voie des technologies numériques nouvelles que les exploiters recherchent, sélectionnent et se fournissent.

Sur toutes les plates-formes de réseaux sociaux, les entreprises recrutent des femmes toujours sur les mêmes critères, âge, poids, ethnie, santé et toujours avec le même levier : l'argent.

Ainsi, Creative Conception recherche sur Instagram « des femmes de type « afro-américain » dans un post du 21/10/2020. Happy Beginning Sllc cible des « femmes grandes et blondes » dans un post du 22/10/2020 ou encore des « femmes grecques » dans un autre post le même jour. Donor Haven publie, de son côté, un post le 19/01/2021 présentant une « façon facile et confidentielle de faire de l'argent rapide » : devenir donneur de sperme ou d'ovocytes ou devenir mère porteuse.

La plate-forme Tik Tok, où les utilisateurs sont en moyenne plus jeunes et donc potentiellement en meilleure santé, n'est pas exempte de ce type de publication. Elles sont au contraire monnaie courante et jouent toujours sur le même argument : l'argent facilement gagné permettant de réaliser ses rêves et d'améliorer le futur des candidates. Ainsi le compte Eggdonationinc fait rêver les jeunes utilisatrices en leur proposant de « reprendre en main leur futur » grâce à l'argent gagné.

Ce recrutement agressif et intensif, cynique et adroit, est le même sur l'ensemble de la planète. Ainsi une influenceuse nigériane, Maye The Source, incite ses contacts à devenir donneuses d'ovocytes ou mères porteuses arguant que la rémunération est extrêmement attractive.

Pour les mères porteuses, toujours la même mécanique. L'argument de la générosité est parfois évoqué mais très succinctement. C'est en fait toujours l'argument financier qui prime. Et les publications sur ce thème sont légions. Pour n'en citer qu'une infime partie : Private Label Surrogacy qui ne mentionne que la généreuse contrepartie financière, Happy Beginning qui indique une rémunération de 25 à 70 000 \$ plus le remboursement des dépenses ou enfin CBCSurrogacy qui augmente la rémunération à 80 000 \$ en compensation d'une grossesse à risque puisqu'accueillant des embryons « désinfectés » du VIH.

L'ensemble des annonces citées ne sont qu'un échantillon de ce qui est publié quotidiennement sur les réseaux sociaux. Elles constituent en outre des éléments d'exploitation reproductive manifeste et aussi les preuves d'un système sexiste et raciste.

En Ukraine, où la conjugaison de la pauvreté et de la crise post-Covid fait des ravages, les agences font preuve d'une plus grande agressivité en jouant exclusivement sur l'argument économique. Or la corrélation entre hausse de la pauvreté et crise économique est évidente. Ainsi, Betty Mahaur, juriste spécialiste des questions de GPA dans le monde, note que le nombre de candidates a connu une hausse significative après la guerre et la crise économique qui l'a suivie. La crise sanitaire a déjà, de nouveau, plongé le pays dans une récession économique très importante, la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Ukraine estime ainsi que 1 à 1,3 million de personnes ont perdu leur travail depuis le début de la crise, en mars 2020. Comment ne pas ainsi anticiper une très forte hausse des candidates qui, poussées par la pauvreté, ne verront pas d'autres issues que de se laisser exploitées en se louant au plus offrant ? Dans un pays où, hors temps de crise, une mère porteuse touche déjà l'équivalent de cinq à dix ans du salaire local moyen, il est à craindre que la crise économique consécutive à la crise sanitaire ne multiplie l'exploitation reproductive des femmes.

Même en un tour rapide tour d'horizon des plateformes de réseaux sociaux suffit à constater combien elles peuvent se faire complices de la traite d'êtres humains : elles servent à l'action, le recrutement, mettant en valeur le moyen, la rémunération, avec comme finalité celle de mettre à disposition de tiers le corps de femmes vulnérables.

Il est donc primordial que les Etats Membres s'emparent de la question des technologies numériques comme outil d'exploitation reproductive, en particulier par la maternité de substitution

Les technologies numériques ne peuvent en aucun cas se transformer en un espace de violation régulières des droits de l'homme en toute impunité. Faut-il rappeler que toute violation des droits dans l'espace numérique a des répercussions immenses dans la vie réelle ? L'industrie de la maternité de substitution ne prospère que sur le recrutement des plus vulnérables et leur exploitation.

Ignorer cette question c'est laisser sur le côté des milliers de femmes à travers le monde, perçues par les réseaux d'exploitation comme des proies idéales.

Par ailleurs, certains Etats interdisent tout recours à la GPA, sur leur territoire ou à l'étranger. Pourtant, les mêmes agences bafouent ces lois en utilisant internet comme outil de recrutement des parents d'intention. « La technologie moderne rend le monde plus petit et Internet joue un rôle crucial par rapport à l'industrie de la maternité de substitution. » s'inquiétait le ministère de l'Intérieur danois. Ce pays interdit toute GPA pourtant l'agence Extraordinary Conceptions et Growing Family recrutent nombre de ses clients au Danemark, grâce à des stratégies ciblées et la complicité à la fois des fournisseurs d'accès à internet et des moteurs de recherches qui permettent la mise en place de campagne de publicité payante.

Nombre de pays sont dans la même situation : la Norvège, la France, Singapour...

Les technologies numériques doivent rester des outils d'émancipation, d'empowerment, d'éducation et de liberté. En 1995, les Etats Membres prenaient à Pékin l'engagement solennel de combattre toutes les formes de violences à l'égard des femmes. Dans le prolongement de ces engagements, les Nations Unies ont su fixer des Objectifs de Développement Durables ambitieux. Faire des nouvelles technologies un accélérateur de liberté et d'égalité est une condition prévue par l'Objectif 9 et la fin de toute violence faites aux femmes est contenue dans l'Objectif 5.

Combattre, sur tous les terrains, dont celui des technologies numériques, l'exploitation reproductive c'est se donner les moyens de respecter les engagements internationaux et de faire, ensemble, fortement progresser les droits de l'homme dans le monde.